

ACTION URGENTE

COLOMBIE. UN PÈRE ET SON FILS TUÉS PAR DES PARAMILITAIRES

Manuel Ruíz, membre du conseil communautaire d'Apartadocito, et son fils ont été enlevés puis tués par des paramilitaires le 23 mars, dans le nord de la Colombie. D'autres membres de leurs familles et de leur communauté sont peut-être en danger.

Le 23 mars, des paramilitaires ont enlevé **Manuel Ruíz** et son fils de 15 ans, **Samir de Jesús Ruíz**, membres de la communauté afro-colombienne et métisse d'origine africaine d'Apartadocito, dans le bassin du Curvaradó (département du Chocó). Partis de la ville de Mutatá (département d'Antioquia), ils se rendaient dans la région d'Apartadocito. Selon des témoins, des paramilitaires les ont arrêtés dans le secteur appelé « El Basurero », près de Mutatá. Manuel Ruíz est parvenu à téléphoner à ses proches pour leur dire que son fils et lui avaient été contraints à quitter le véhicule dans lequel ils se trouvaient et que leurs ravisseurs demandaient une importante somme d'argent en échange de leur libération. Avant l'enlèvement, ces deux personnes avaient été abordées à Mutatá par des paramilitaires, qui les avaient accusées d'être des guérilleros. Elles avaient ensuite été brièvement retenues par la police.

Le 24 mars, un paramilitaire a informé la famille de Manuel Ruíz et Samir de Jesús Ruíz que ceux-ci avaient été tués le matin même. Le 27 mars, des membres des communautés du bassin du Curvaradó, accompagnés d'observateurs nationaux et internationaux, ont découvert le corps de Manuel Ruíz dans la région du Río Sucio. Le 28 mars, le corps de son fils Samir a été retrouvé près du cours d'eau, dans le secteur de Cañaduales.

Le double homicide de Manuel Ruíz et Samir de Jesús Ruíz a été perpétré juste avant une inspection gouvernementale, qui devait avoir lieu dans une zone appelée Los Piscingos. Manuel Ruíz devait servir de guide aux agents de l'État. L'inspection faisait suite à une décision de justice du 7 mars 2012, qui ordonnait de procéder à un recensement dans la région afin de déterminer qui sont les propriétaires légitimes des terres. Les proches de Manuel Ruíz et d'autres personnes ont été déplacés de Los Piscingos par des paramilitaires dans le cadre d'une opération menée conjointement avec l'armée en 1996. Après l'enlèvement et l'homicide de Manuel Ruíz et de son fils, leur famille a quitté Apartadocito car elle craignait pour sa sécurité.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet pour la sécurité de la famille de Manuel Ruíz et des autres membres des communautés du bassin du Curvaradó, et exhortez les autorités à les protéger dans le strict respect de leurs souhaits ;
- demandez vivement qu'une enquête minutieuse et impartiale soit menée sur l'enlèvement et l'homicide de Manuel Ruíz et Samir de Jesús Ruíz, et que les responsables présumés de ces agissements soient traduits en justice ;
- priez instamment les autorités de prendre des mesures immédiates pour démanteler les groupes paramilitaires et de briser leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 10 MAI 2012 À :

Président colombien
 Presidente Juan Manuel Santos
 Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No. 7-26, Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631
Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,*

Ministre de l'Agriculture et du Développement rural
 Señor Juan Camilo Restrepo
 Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, Avenida Jiménez No 7-65 , Piso 3, Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 286 2649
Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro Restrepo, / Monsieur le Ministre,*

Procureur général
 Eduardo Montealegre
 Fiscalía General de la Nación
 Diagonal 22B No. 52-01 52-01 (Ciudad Salitre)
 Bloque C Piso 4
 Bogotá, Colombie
 Fax : +52 1 570 2000 ext. 2020
Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro Montealegre, / Monsieur le Ministre,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. UN PÈRE ET SON FILS TUÉS PAR DES PARAMILITAIRES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le conseil communautaire d'Apartadocito fait partie de l'organe qui gère la propriété terrienne collective du Curvaradó.

Depuis les années 1990, des paramilitaires, agissant seuls ou avec la complicité des forces armées, commettent des homicides, profèrent des menaces de mort et sont à l'origine du déplacement forcé de populations afro-colombiennes et indigènes vivant dans les bassins du Jiguamiandó et du Curvaradó et dans la réserve d'Urada-Jiguamiandó. Afin d'assurer leur sécurité, des membres des communautés afro-colombiennes des bassins du Jiguamiandó et du Curvaradó ont créé des zones humanitaires destinées à protéger leur droit, en tant que civils, de ne pas être impliqués dans le conflit. Ces communautés ont cherché à défendre leurs droits fonciers et à empêcher l'expansion des plantations illégales de palmiers à huile et d'autres activités économiques sur leur territoire. Pour cette raison, nombre de leurs membres ont été menacés et tués. Au cours des deux dernières années, plusieurs habitants de la région du Curvaradó et du Jiguamiandó qui se sont plaints de l'occupation de leurs terres par des cultivateurs de palmiers à huile et d'autres agents économiques ont été tués par des paramilitaires, qui continuent à maintenir une forte présence dans la région, bien que l'armée y soit largement déployée. Les habitants de la réserve d'Urada-Jiguamiandó ont aussi reçu des menaces de mort à maintes reprises et plusieurs d'entre eux ont été tués depuis la fin des années 1990.

En 2011, à la veille de la visite de plusieurs ministres dans la région, une forte présence paramilitaire a été signalée à une heure des zones humanitaires de Caracolí, Tesoro-Camelias et Caño Claro-Andalucía, et du secteur d'El Firme et de No Hay Como Dios, dans le bassin du Curvaradó. On espérait que cette visite conduirait à la restitution des terres volées, souvent avec violence, par les paramilitaires agissant pour le compte des exploitants de palmier à huile, de banane et de bétail présents dans la région. En effet, la restitution de ces terres a été ordonnée par la Cour constitutionnelle en mai 2010. Selon certaines informations, des paramilitaires conspirent en vue de tuer les Afro-Colombiens qui réclament la restitution des terres volées. Ces dernières années, on a attenté à la vie de responsables et de membres des communautés vivant dans les zones humanitaires. En 2008, Walberto Hoyos Rivas, un responsable de la communauté du bassin du Curvaradó, a été tué par des paramilitaires.

Les communautés afro-colombiennes, indigènes et rurales sont parmi les plus touchées par le conflit armé qui déchire la Colombie depuis plusieurs décennies. Certains de leurs membres ont été victimes de disparitions forcées imputables aux forces de sécurité ou aux paramilitaires (opérant seuls ou en collaboration avec les forces armées) ou ont été enlevés par des groupes de guérilla.

Noms : Manuel Ruíz, Samir de Jesús Ruíz, leur famille et les membres de leur communauté

Genre : Manuel Ruíz (homme), Samir de Jesús Ruíz (homme), leur famille et les membres de leur communauté (hommes et femmes)

AU 94/12, AMR 23/017/2012, 29 mars 2012